



Les hommes du 4^e régiment de spahis au repos dans les environs d'Hernicourt [Pas-de-Calais], autochrome attribué à Jean-Baptiste Tournassoud, 1916.

QUELLES ACTIONS METTRE EN PLACE

EN RÉGION POUR PROMOUVOIR
L'HISTOIRE DES IMMIGRATIONS
ET SA MÉMOIRE ?

Interventions et débats
au cours du colloque du 18 juin

DES IMMIGRATIONS

spécifiques et diverses

Nicolas BANCEL

Historien, co-directeur de l'ouvrage *Frontière d'empire, du Nord à l'Est*

L'immigration est spécifique à chaque territoire, et travailler sur l'histoire régionale de l'immigration implique de travailler également aux échelles nationale et internationale. Par exemple, certains des réseaux d'immigration qui se constituent au Maghreb seront spécifiquement dirigés vers le Nord-Pas-de-Calais industriel et minier. La monographie est légitime lorsque l'espace délimité correspond à l'histoire des immigrations. L'ouvrage, à l'origine de ce colloque, permet donc de comprendre que le Nord-Est constitue un espace-frontière historiquement cohérent, regroupant le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Champagne-Ardenne, l'Alsace, la Lorraine et une partie de la Franche-Comté. En effet, une cohérence s'impose entre les frontières et les espaces dans lesquels les soldats de l'Empire s'implantent, repartent ou demeurent mais aussi parce que les frontières à l'est et au nord sont des destinations obligées pour les soldats de l'empire colonial au moment des grands conflits avec le voisin allemand, mais aussi un lieu de cantonnement durant tout l'entre-deux-guerres ; une cohérence s'impose également dans la configuration des bassins industriels et miniers qui demeurent attractifs jusqu'aux grandes restructurations industrielles des années 70, alimentés par des circuits réguliers, sur la longue durée, d'une immigration essentiellement coloniale et postcoloniale ; une cohérence qui s'impose aussi par la vocation de région-frontière du nord-est : ouverte sur le Sud à travers le port de Dunkerque, qui devient une « porte impériale », et les migrations coloniales et postcoloniales cheminant vers elle par le centre de la France ; ouverte aussi au Nord et à l'Est sur la Belgique, le Luxembourg, la Hollande, l'Allemagne et la Suisse. Et ouverte à l'Ouest, vers la mer et la Grande-Bretagne, lorsque la région devient le lieu d'un mouvement spécifique pour les migrants se rendant – clandestinement ou non – vers la grande île. Enfin, cette cohérence s'impose également dans le progressif intérêt et investissement de la région dans les échanges coloniaux, la vogue de l'exotisme et des grandes expositions coloniales. Cependant, les monographies doivent être intégrées dans un espace plus vaste, national et international, ce qui permet de faire vaciller les frontières et l'histoire « classique » de l'immigration en France. *Frontière d'empire* analyse ainsi également les flux transfrontaliers, particulièrement importants dans cette région.

D'autre part, et là encore pour démarquer le projet *Frontières d'Empire* d'une histoire académique de l'immigration, qui est bien souvent une histoire assez étroitement ouvriériste (la tête de pont de cette école est incontestablement Gérard Noiriel), nous avons cherché dans cet ouvrage à analyser les immigrations dans leurs diversités, c'est-à-dire comprendre l'histoire de l'immigration comme une totalité intégrant artistes, écrivains, militaires, ouvriers... car toutes ces strates d'immigrants venus des Sud contribuent – à des niveaux très divers – à l'implantation de cette présence, mais aussi aux processus d'ouverture sur le monde (et de rejet de cette ouverture), de créolisation, d'hybridation, qui sont l'essence même du monde moderne.

Enfin, nous avons cherché à comprendre l'histoire de ces immigrations comme un phénomène dialectique, dans lequel la société d'accueil est engagée au même titre que l'immigré dans cette rencontre. Il faut donc essayer de comprendre les conditions culturelles, l'appareillage mental et les mentalités de la société d'accueil pour saisir dans quelles conditions, non seulement matérielles mais aussi culturelles et psychiques, les immigrés en France, sont accueillis, parfois rejetés. C'est pourquoi cet ouvrage propose une large iconographie, qui cherche à témoigner de ces manières de penser, de percevoir, de se représenter les différents « types » d'immigré.



Groupe de mineurs marocains arrivant à l'aéroport de Lesquin [Lille],
photographie de Skrzypczak, c. 1974.

DES IMMIGRATIONS

spécifiques et diverses

Piero GALLORO

Maître de conférence en sociologie à l'université Paul Verlaine de Metz

La France est un pays frontalier peuplé d'étrangers depuis la fin du XIX^e siècle. En Lorraine, région transfrontalière, il y a une sur-représentation de l'immigration italienne et une sous-représentation de l'immigration du Sud. Comme en Nord-Pas-De-Calais avec les Polonais et les Belges. Il existe un décalage sur la signification du mot « intégration », avatar de « assimilation » : les immigrés doivent se conformer à l'image qu'on se fait d'eux. Ce décalage vient du fait que l'immigration est un objet « ignoble » dans le sens « non noble ».

En Lorraine, par exemple, l'immigration italienne, autrefois source de problèmes, est aujourd'hui parfaitement légitimée – comme l'immigration belge aujourd'hui dans le Nord-Pas-de-Calais. Les immigrés très présents dans le monde ouvrier ne sont vus que comme des ouvriers : il n'est pas légitime de parler de l'immigration dans la sidérurgie, il faut parler des flux de main-d'œuvre dans ce secteur. Nous devons, par conséquent, repenser ces questions pour mettre en exergue, dans toutes nos discussions, les histoires de l'immigration.



*Fête de l'indépendance.
Cité de l'usine des Dunes à Leffrinckoucke [Dunkerque],
photographie anonyme, 1962.*

L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE

en Nord-Pas-de-Calais

Pascal BLANCHARD

Jean-René Genty, vous avez choisi de travailler sur deux particularités : une région particulière (le Nord-Pas-de-Calais) et une population particulière (la population algérienne).

Jean-René GENTY

Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche (IGAENR), Docteur en histoire et spécialiste des flux migratoires en Nord-Pas-de-Calais

C'était une aventure solitaire, car il était difficile à l'époque (1978) de trouver un directeur de thèse acceptant de diriger un sujet comme la guerre d'Algérie. Le Nord-Pas-de-Calais a la spécificité de compter une grande communauté algérienne immigrée, et l'implantation de mouvements nationalistes. En France métropolitaine, les immigrés algériens sont alors des sujets français disposant de droits spécifiques.

Ce sujet n'est pas très encouragé par l'université, la démarche reste isolée, mais je me suis fixé l'enjeu d'apporter des informations stabilisées sur la connaissance de cette histoire. Les recherches au niveau régional permettent d'apporter des éléments capables de modifier les grandes synthèses nationales. L'immigration algérienne a, par exemple, joué un rôle considérable dans la constitution de l'outil politique de la lutte pour l'indépendance, le mouvement national [...].

La guerre d'Algérie

De l'Indochine à l'Algérie (1946-1962), en passant par Madagascar et le Cameroun, la France est, dans son espace colonial, constamment en guerre. L'activisme de la CGT et des dockers contre la guerre d'Indochine rythme l'immédiat après-guerre. Dans le même mouvement, le nationalisme algérien se renforce en région, et le PPA-MTLD s'implante dès 1949 dans le Nord de la France et en Belgique. Les nationalistes algériens prennent le contrôle des camps d'accueil, et dès l'automne 1953, des structures d'entraînement militaire apparaissent dans les houillères. L'annonce des attentats du 1^{er} novembre 1954 provoque une intense répression policière. Les militants regagnent par centaines l'Algérie. Sur place, le MTLD — devenu le Mouvement national algérien (MNA) — renforce son contrôle sur les populations migrantes, parfois de façon violente. L'organisation, qui règne dans la région jusqu'à l'été 1955, subit alors une double pression : celle des forces de l'ordre, qui la décapitent en septembre, et celle du Front de libération national (FLN), partisans de l'indépendance de l'Algérie.

Ainsi, à partir de juillet 1956, une escalade sanglante oppose les deux organisations. Le Valenciennois et la métropole lilloise deviennent des terrains d'affrontement de premier ordre. On assiste en pleine rue à des scènes de violence et des fusillades entre ces deux protagonistes ou à l'arrestation spectaculaire, par la police, de responsables de sections locales comme à Roubaix. Après la victoire du FLN, d'avril à juin 1962, à la suite des accords d'Évian, de nombreux Algériens résidant en France depuis plusieurs années, réintègrent leur ancien domicile en Algérie pour former de nouveaux cadres algériens. Mais les destructions, l'exode des pieds-noirs, la désorganisation profonde de l'Algérie qui en résulte, l'arrivée sur le marché de l'emploi de dizaines de milliers d'Algériens expliquent la reprise de l'émigration vers la France dès l'été 1962. Le Nord de la France, en pleine expansion économique, constitue une des destinations privilégiées pour les immigrés algériens. Le 9 janvier 1964, un nouvel accord franco-algérien en matière d'immigration est signé.

ROUBAIX, ville de mémoire

Fadela BENRABIA

La ville de Roubaix a immédiatement souhaité s'associer à la réalisation de cet ouvrage. Quels sont les enjeux de son engagement sur ces questions ?

Michel DAVID

Directeur général Ville renouvelée, Éducation et Culture de la ville de Roubaix

Travailler la question de l'immigration sur une longue période permet de repérer les continuités et les ruptures. Roubaix a vécu quatre grandes périodes : l'histoire industrielle, l'histoire coloniale (1911), la mémoire algérienne et l'immigration mondialisée. Notre intérêt pour l'histoire de l'immigration vient de notre politique de valorisation du patrimoine industriel. Au-delà des friches et des bâtiments, nous nous intéressons à l'aspect humain : nous avons mis en place une politique mémorielle dans laquelle l'histoire de l'immigration avait pleinement sa place.

Notre politique se base sur trois acquis : patrimoine, travail et territoire sont trois notions inséparables ; en plus des historiens et du travail de mémoire, les artistes ont un rôle à jouer : la confrontation avec la création artistique produit des images qui ont un sens ; la mise en concurrence des mémoires présente un risque : que le travail de mémoire crée davantage une division qu'une cohésion [...].

Deux problématiques restent en suspens : si le travail sur les représentations héritées de l'immigration sert de langage à la stigmatisation et à la discrimination, il ne les fera pas pour autant disparaître ; montrer l'héritage colonial ne suffit pas car dans l'histoire, cet imaginaire va se croiser avec d'autres constructions (la vie dans le quartier, à l'usine...). L'histoire montre aussi la forte mutabilité de ces représentations.



*Vue d'ensemble du village sénégalais
à l'exposition internationale du Nord de la France [Roubaix],
photographie de Bauchart, 1911.*

Exhibition et colonisation (Roubaix, 1911)

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, se multiplient dans la région Nord-Pas-de-Calais les expositions coloniales et les exhibitions ethniques de populations issues de l'Empire colonial. Différentes troupes, sous la forme de « villages noirs » ou de spectacles anthropo-zoologiques, font étape dans des grandes villes du Nord, comme à Lille en 1889 où l'exposition « Gabon-Congo » rencontre un important succès populaire. En 1897, Valenciennes accueille une troupe africaine. De nouveau, à Lille, en 1902, une troupe d'Africains est exhibée dans le cadre de l'Exposition internationale du Nord. En 1904, Arras reçoit l'Exposition du Nord de la France où deux attractions permanentes recueillent les faveurs du public : un village sénégalais et le pavillon algérien.

La présence des colonies à l'Exposition internationale du Nord de la France à Roubaix en 1911 bénéficie d'une médiatisation sans précédent et d'une surface exceptionnelle pour une exposition provinciale. Un million sept cent mille visiteurs se pressent à l'Exposition pour y découvrir le « village sénégalais ». Là, cent dix hommes, femmes et enfants, originaires de la côte sénégalaise ou de la vallée du Niger, « vivaient » et « travaillaient » devant le public, sous l'œil du « chef de village ». En 1911, le Nord de la France rivalise grâce à cette manifestation avec les villes de Paris (1906 et 1907), Bordeaux (1905), Marseille (1906), Le Havre ou Nancy (1909) dans l'engagement colonial et la passion pour ces mondes ultra-marins.

LA « CONFUSION »

au sein de l'école

Pascal BLANCHARD

Comment transmettre ces histoires (colonisation, immigration...) au sein de l'école ?

Benoît FALAIZE

Agrégé d'histoire, chargé d'études et de recherche à l'Institut national de recherche pédagogique à Lyon

En France, dès qu'il y a un problème, on se tourne vers l'école. L'Institut national de recherche pédagogique (INRP) s'est penché sur ce phénomène : jusqu'à très récemment, les programmes n'évoquaient pas l'histoire de l'immigration ; un peu plus dans les manuels scolaires. Il règne une confusion sur l'histoire de l'immigration et la place des élèves issus de l'immigration au sein des classes : la générosité enseignante amène les enseignants à parler de l'histoire de l'immigration des familles des élèves plus que pour l'histoire elle-même. La nation elle-même véhicule ces pensées : dans le fondement de son identité historique, la France prend en compte la culture différente des élèves mais pas leur histoire. En conséquence, quand l'école parle d'immigration, elle parle peu d'histoire ; le présent domine et aveugle les pratiques, et ces représentations sont en quelque sorte une manière d'acheter la paix civile dans les classes [...].

Pour évoquer l'histoire de l'immigration, les enseignants utilisent l'histoire familiale des élèves. Ceci provoque une confusion chez ces enfants nés en France. Par ailleurs, la colonisation pèse dans les représentations : les enseignants se tournent vers les élèves issus de l'immigration pour rendre compte de la question coloniale ; or, l'histoire de l'immigration n'est pas qu'une histoire coloniale. Spontanément, l'école traite la différence comme un « tout » et le credo ethnique tend vers « tout est merveilleux parce que nous sommes différents ». Pourtant, affirmer que la différence est une modalité prise en compte dans le cadre scolaire est une manière de reléguer la question sociale ainsi que d'autres formes identitaires dont les enfants pourraient avoir besoin.

LES ACTIONS

de la région Nord-Pas-de-Calais

Fadela BENRABIA

Quel est l'intérêt, pour le conseil régional, de s'engager dans cette démarche ? Comment sont perçues ces questions ? Comment le conseil régional les traite-t-il ?

Catherine BOURGEOIS

Élue au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais

Soutenir ce travail de recherche sur l'immigration et les mémoires partagées est essentiel pour les élus qui ont un devoir de mémoire collective et de reconnaissance. Le conseil régional a soutenu ponctuellement le projet *Frontière d'Empire*, dans la mesure où cette contribution représente 1,5 % du budget global du projet les trente mois de sa réalisation. De fait, ce travail de recherche permettra à la population de mieux se connaître, de mieux construire son identité, et d'envisager l'avenir avec plus de lucidité. Enfin, ce travail permet à la population de se réapproprier son passé au-delà des clichés et de l'imaginaire. Aucune civilisation ne s'est développée de manière cloisonnée : ce sont les liens entre les civilisations qui les enrichissent et les développent. Par une politique de coopération décentralisée, la Région soutient l'univers associatif, en facilitant par exemple l'accès à l'information ou encore en soutenant des actions de citoyenneté. Cependant, cette question concerne toutes les politiques, et c'est pourquoi nous avons défini un budget appelé « Nord-Sud » : chaque délégation doit consacrer 1 % de son budget à des actions de coopération Nord-Sud.

ABORDER

la mémoire de l'immigration

Saïd BOUAMAMA

Sociologue de l'Institut de formation action recherche (IFAR) de Lille

Les actes gouvernementaux vont à l'encontre des propos que nous tenons aujourd'hui. Ne nous donnons pas l'illusion sur l'existence d'une percée ! Il y a deux façons d'aborder la question de l'histoire de l'immigration. La première considère que l'histoire véhicule des représentations sociales qui encombreront le présent et qui expliqueront les inégalités et discriminations d'aujourd'hui : un passé qui ne passe pas en quelque sorte. La seconde considère ces représentations inscrites dans un imaginaire collectif comme ne relevant pas que du passé. Empruntées au passé ces images et représentations sont réactualisées par des mécanismes contemporains socio-économiques de discriminations.

Les projets de plus en plus nombreux sur la mémoire de l'immigration d'une part et sur l'histoire de l'immigration d'autre part sont fréquemment marqués par une dérive essentialiste. Ainsi en est-il de l'implicite de beaucoup de projets sur la mémoire posant le *leitmotiv* suivant : la nécessité d'une action sur la mémoire pour que les enfants de ces immigrés connaissent mieux le passé des parents et ainsi aillent mieux. L'essentialisation conduit ici à la psychologisation. Cet implicite occulte que ces enfants sont ceux qui connaissent le mieux cette partie de l'histoire de France et passe sous silence le besoin de l'ensemble de nos concitoyens (issus de l'immigration ou non) de se réapproprier ces pages oubliées de notre histoire commune. A cette approche essentialiste réductrice s'oppose une approche des interactions, selon nous plus féconde. L'histoire de l'immigration est incompréhensible sans prendre en compte les interactions de ces nouveaux arrivants avec le reste de la société. Ces interactions révèlent les inégalités et dominations qui ont marqué cette histoire. Ainsi par exemple l'histoire de l'immigration est inséparable de l'histoire de la classe ouvrière et de sa segmentation inégalitaire.

Travailleurs des Trente Glorieuses

D'abord masculine, de travail et provisoire, l'immigration des années 50 et 60 est essentiellement maghrébine. En mars 1962, neuf cent mille colons et quatre-vingt-cinq mille « indigènes », appelés « rapatriés », quittent l'Algérie pour travailler dans l'agriculture et les industries de la région qui sont très demandeuses de main-d'œuvre. À leur arrivée, ils sont regroupés dans des camps, où ils dorment dans des dortoirs insalubres, comme à Denain, Meurchin, ou encore dans le quartier des Dondaines de Lille. La plus importante communauté de « Rona », c'est-à-dire les rapatriés d'origine nord-africaine, se trouve dans le Nord, à Roubaix où ils sont employés dans le textile, en pleine croissance entre 1962 et 1965. Mais leur absence de qualification et la crise de l'emploi de la fin des années 70 les conduisent en grand nombre au chômage. Ces travailleurs sont soumis à tous les contrôles et assignés à un statut de force de travail temporaire.

Sous l'impulsion des syndicats et du Parti communiste français, ils commencent alors à prendre part aux mouvements sociaux, comme celui de « Dunkerque soutient l'action de Monsieur Laradji » en 1974. Le slogan « Travailleurs français, travailleurs immigrés, tous unis » manifeste la volonté d'imposer une « solidarité de classe » et le principe d'égalité. Si la majorité des familles étrangères vit initialement en milieu rural, la situation s'inverse au début des années 70 : les nouvelles familles se concentrent dans les villes. Généralement, les hommes sont venus rejoindre un frère ou un ami, souvent à la demande de l'employeur. Puis la politique de regroupement familial les encourage à faire venir leurs épouses et leurs enfants. Mal acceptés par la société d'accueil, tournés vers le retour, les immigrés vivent en marge. Le « café arabe », l'épicerie, ou les foyers constituent autant de lieux de sociabilité qui permettent de souder ces nouvelles générations de travailleurs.

LA MÉMOIRE

de la négritude

Fadela BENRABIA

Le festival Fest'Africa né il y a quinze ans a pour vocation la promotion de la littérature africaine. Comment votre manière d'aborder les sujets dans Fest'Africa impacte-t-elle les débats, la protection de l'identité et la dimension sociale et politique ?

Nocky DJEDANOUM

Écrivain tchadien,

Président de l'association Arts et médias d'Afrique (Fest'Africa)

Quand je suis arrivé à l'école de journalisme de Lille en 1989, j'avais assimilé la culture et la langue française, que j'apprenais depuis l'école primaire. Pourtant, j'ai constaté un désert culturel chez les autres élèves : qu'est-ce que l'État français a donné à ses enfants ? Ils ne connaissent pas l'Afrique ! [...].

Le festival Fest'Africa est né en France. En choisissant le vecteur de la littérature, je voulais aborder la mémoire de la négritude, créée par Aimé Césaire pour parler du déni du noir. Allier le travail de journaliste et de création permettait de laisser des traces. Nous voulions nous tourner vers l'école en invitant des écrivains africains et elle nous a ouvert ses portes. Nous y avons trouvé des individus prêts à s'investir et des élèves tellement ouverts que l'on peut s'interroger sur la raison pour laquelle la France n'a pas voulu leur transmettre cette histoire !

« Fest'Africa est un festival pluridisciplinaire, qui associe métissage des arts et découverte de la culture africaine, et se veut exemplaire d'un échange culturel de l'après-colonialisme. »

Jean-Marc Leveratto, université de Metz.

LA MÉMOIRE

à travers la fiction

Lakhdar BELAÏD

Écrivain

Le recours à la fiction permet de suppléer les zones d'ombre de l'histoire. En tant qu'enfants d'immigrés, nous n'avons rien d'autre que notre histoire personnelle, lourde et incomplète. Mon père est mort en 1996, en emportant toute une période de sa vie que je ne connais pas. Je me suis tourné vers des personnes qui connaissaient le contexte historique dans lequel vivait mon père, et qui m'ont expliqué notre pays et notre histoire : le contexte de l'époque était lourd d'un bagage idéologique et nationaliste poussé à outrance. Le nationalisme de mon père lui faisait renier le fait qu'il ait été français de 1951 à 1962 [...].

Le polar est le vecteur le plus fort de revendication d'une certaine mémoire. C'est aussi une façon de guetter les réactions des héritiers de cette mémoire à travers le racisme latent de certains hommes politiques, de gauche comme de droite. Ce genre de livre est presque un règlement de compte avec les parents qui n'ont pas voulu transmettre cette mémoire [...].



Fest'Africa. 15^e édition [Lille],
affiche signée Aïcha Dieye, 2006.

LES AVANCÉES

des représentations

Pascal BLANCHARD

Votre travail sur la mémoire urbaine de Dunkerque fixe-t-il cette mémoire sur le territoire ?

William MAUFROY

Archives municipales de Dunkerque

Le Centre de la mémoire commence à développer son programme scientifique et sa politique d'animation. La logique urbaine de notre travail ne doit pas exclure l'histoire du sport, l'histoire sociale...

Certaines représentations sont aujourd'hui passées : aujourd'hui en France, se côtoient les critiques vis-à-vis du président de la République et de la présentation du Journal de 20 heures par un Noir. Nous avançons actuellement vers quelque chose qui ne sera peut-être plus l'histoire de l'immigration mais un élément constitutif d'une histoire nationale. C'est ce que nous cherchons à mener, en faisant ressortir des moments oubliés de notre passé, parties pourtant consécutives de l'histoire locale.

Pascal BLANCHARD

Cette histoire doit être transmise à l'échelle de la nation (une frontière administrative régionale ne correspond pas à un flux migratoire), mais il faut dynamiser tous les secteurs (collectivité territoriale, monde de la recherche, univers du patrimoine, monde associatif, acteur culturel...) pour mettre en place une dynamique pérenne. Les enjeux de l'histoire de l'immigration renvoient à une peur : comment l'inscrire dans notre culture nationale et lire l'Histoire de France en intégrant l'histoire coloniale ? L'immigration deviendra-t-elle demain une guerre des mémoires ?

L'Entre-deux-guerres

Si pendant la Grande Guerre, des travailleurs venus de Chine, d'Indochine ou d'Afrique noire renforcent la main-d'œuvre portuaire des villes comme Dunkerque, il est ensuite plus rare d'en croiser sur le port. La population nord-africaine, notamment des Kabyles originaires d'Algérie, est la plus visible au cours de cette période dans la région, car plus nombreuse dans les mines et les industries locales. Certains d'entre eux, qui avaient travaillé dans les mines avant la guerre, demandent à être réembauchés. D'autres, issus de compagnies de travailleurs coloniaux, sont employés pour réparer routes et voies ferrées.

La région Nord-Pas-de-Calais offre ainsi un grand nombre d'emplois peu qualifiés, avec les chantiers de nettoyage de la ligne de front et la reconstruction des installations industrielles. En 1923, une crise économique régionale arrête les chantiers. Les entreprises licencient ouvriers étrangers et coloniaux. Le monde syndical s'ouvre petit à petit à ces travailleurs coloniaux : en 1925 les premiers tracts cégétistes rédigés en arabe apparaissent. À Douai, la même année, a lieu un congrès clandestin des travailleurs nord-africains, organisé par la CGTU et le Parti communiste. Progressivement le réseau militant s'étoffe comme à Lille, Valenciennes ou Douai.

À compter de 1926-1927, avec la reprise économique, les entreprises réembauchent des ouvriers algériens et marocains. Parallèlement, l'image du travailleur nord-africain se modifie. Perçu plutôt favorablement à l'issue de la guerre, il devient un « danger social » et un « risque sanitaire » potentiel. Le plus souvent, il vit dans des conditions dramatiques, à la lisière des villes ou dans de véritables taudis. Parallèlement, émergent des « bars maures » et des mosquées de fortune à proximité de ces lieux de vie. Mais, en à peine deux décennies, l'image du colonisé tend à se confondre avec celle de « l'indésirable » dans le Nord comme dans le reste de la France.

DÉBAT

entre intervenants et public

Pascal BLANCHARD

Nous constatons des « blocages », à différents niveaux, qui freinent la transmission de l'histoire, mais aussi une évolution qui d'un territoire totalement marginalisé (au sein de l'espace historique, mais aussi au sein des politiques territoriale ou patrimoniale) en arrive peu à peu à une prise en compte de ces « passés » dans les héritages du présent. Aujourd'hui, ces questions sont débattues. Certes des régions sont encore incapables de mettre en place des actions et programmes pertinents ou même de s'intéresser à ces questions (si ce n'est à travers une démarche purement électorale), on pense notamment au refus du conseil régional de Lorraine de soutenir ce programme *Frontière d'empire*, mais aussi pour des ouvrages précédents aux réactions négatives face à la transmission de ces passés de conseils régionaux comme ceux d'Auvergne, de Haute ou Basse Normandie ou de la région Languedoc-Roussillon. La demande des territoires, des associations et des chercheurs permet néanmoins une évolution, notamment dans les modes de transmission (festivals croisant mémoire et culture). C'est un travail de fond, permanent, qu'il convient de mener.

Jean-René GENTY

Le Nord-Pas-de-Calais pratique une politique de la ville à l'image d'un bulldozer : nous ne trouvons plus de grands sites de l'immigration algérienne et nous ne pouvons suivre que virtuellement les parcours historiques. De même, les archives, riches mais déstructurées, ne récupèrent pas cette mémoire alors que les grandes entreprises ont fait appel à une main-d'œuvre immigrée. Ma vision de l'avenir est pessimiste : le travail de recherche se confrontera au modèle imposé des sciences dures, la mémoire deviendra un outil de gestion politique et le mémoriel instrumentalisé risque de l'emporter [...].

Le temps des héritages

L'immigration dans le Nord-Pas-de-Calais est marquée par un fort héritage militant dès les années 60. Du MTA à la Marche pour l'égalité (1983) et jusqu'au foisonnement actuel, le Nord a été le lieu de mobilisations fortes, de tentatives de structurations et de mouvements revendicatifs. Plusieurs dizaines d'associations se constituent suite à ces mobilisations, le plus souvent dans une logique de contre-pouvoir. De fait, l'année 1987 se caractérise par une longue lutte des mineurs marocains pour préserver les droits liés à leur statut menacé par les fermetures de mines. L'année 2000 est marquée par des émeutes dans l'agglomération lilloise, et novembre 2005 verra se reproduire le même scénario. Cette période contemporaine est surtout marquée par l'affirmation d'une nouvelle quête de mémoires. Les nombreux festivals, la mobilisation pour les sans-papiers (CSP 59), les actions autour des mémoires-urbaines à Roubaix, les pièces de théâtre, les hommages aux harkis ou aux travailleurs chinois de la Grande Guerre en 2003 indiquent le dynamisme des recherches locales et les revendications autour de la mémoire. Les acteurs associatifs et institutionnels se préoccupent, de plus en plus, de la conservation et la valorisation de la mémoire orale et de des sources archivistiques (comme l'association des mineurs marocains, Le centre historique minier de Lewarde, les archives départementales du Nord ou le service des Archives de Dunkerque) Cette génération est pourtant confrontée aux discriminations, érodant les perspectives d'ascension sociale, au moment même où une nouvelle histoire des Suds s'écrit, avec Sangatte, devenue une nouvelle porte pour des milliers de clandestins rêvant d'un autre destin.

DÉBAT

entre intervenants et public



*Émigration [Sangatte],
photographie de Carl Cordonnier, 2003.*

Saïd BOUAMAMA

Personnellement, je reste optimiste, même si l'évolution ne sera ni douce ni limpide. Les combats sociaux permettent de dépasser les points de blocage. Quatre problématiques détermineront le rythme de l'évolution : le risque de verser vers un travail nostalgique sur le passé, sorte de recueil de témoignages plaintifs ; cette histoire et ces mémoires doivent être reliées au débat du présent ; la visibilité quotidienne et la banalisation de cette histoire ; l'articulation entre les acteurs sociaux et le monde de la recherche ; le sentiment d'oppression et les rencontres avec les ouvriers doivent être mis en avant [...].

William MAUFROY

[...] Les archivistes reconstituent un acte postérieurement et doivent pour cela opérer des sélections. Nous essayons de faire en sorte que ces choix de conservation soient en phase avec la réflexion historique de notre société. Le Nord-Pas-de-Calais, de par sa situation démographique, compte un flot de dossiers démesuré que la Préfecture veut dématérialiser. Il faut trouver une solution technique pour conserver ces données [...].

Michel DAVID

La structuration d'une politique publique et des combats de la société civile est nécessaire pour faire valoir ces enjeux. La création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration est « positive », mais cette institution n'est pas inaugurée « officiellement » et ne semble pas porteuse d'une politique volontariste. Or, il est nécessaire de croiser les approches institutionnelles, scientifiques et militantes. L'État ne suffit pas, la collectivité régionale tient une place centrale d'animation du territoire et d'encouragement à des productions de qualité. La région Nord-Pas-de-Calais doit donc structurer une politique que l'État n'est pas en situation de produire. Comment mettre en réseau ces acteurs et les institutions ? Le manque de gouvernance freine toujours la catalyse de cette énergie.

Benoît FALAIZE

Je suis en même temps pessimiste et optimiste. Pessimiste, car ces questions sont abordées avec vingt ans de retard et parce que la société française ethnicise ses rapports sociaux. Optimiste, car la génération actuelle est portée par les chercheurs et les enseignants qui abordent l'histoire de France dans sa globalité au sein de l'école [...].

Piero GALLORO

[...] Les jeunes ont besoin de connaître leurs racines. La transmission passe par des vecteurs comme les archives, les associations ou les écoles [...].

Lakhdar BELAÏD

[...] Certaines personnes restent très silencieuses, d'autres se mettent soudainement à parler... Ce mutisme s'explique-t-il par un sentiment de honte ? Avoir quitté sa terre et subi des humiliations n'est pas facile à raconter [...].

Saïd BOUAMAMA

Une « sur-attente » pèse sur les parents qui doivent être des « sur-citoyens ». Les structures collectives peuvent transmettre cette mémoire. La religion fait partie de l'héritage de la colonisation. La concurrence entre victimes est simple : si l'origine pose un problème d'égalité, des revendications de reconnaissance et de légitimité suivront [...].